

GUIRAUDON, Virginie (dir.). *Sociologie de l'Europe. Mobilisations, élites et configurations institutionnelles*. Paris, L'Harmattan, coll. Cultures & Conflits, 2000, 256 p.

Chedly Belkhodja

Volume 33, numéro 2, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704429ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704429ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Belkhodja, C. (2002). Compte rendu de [GUIRAUDON, Virginie (dir.). *Sociologie de l'Europe. Mobilisations, élites et configurations institutionnelles*. Paris, L'Harmattan, coll. Cultures & Conflits, 2000, 256 p.] *Études internationales*, 33(2), 390–393. <https://doi.org/10.7202/704429ar>

vision résolument russo-centriste de l'organisation qui non seulement favorise d'abord la Russie, mais applique simplement à l'Ukraine les politiques développées pour son voisin oriental. La pièce la plus intéressante de l'ouvrage est certainement l'article de de Serguï Galaka sur la politique ukrainienne de non-prolifération et de dénucléarisation, dont le but évident est de faciliter l'intégration du nouvel État aux structures européennes. Il montre bien que la prudence du gouvernement ukrainien finit par porter fruit.

La dernière partie de l'ouvrage dirigé par de Tinguy offre différentes approches permettant de saisir les défis attendant l'Ukraine. L'article de Hryhoriy Perepelitsa sur les problèmes ukrainiens de sécurité est décevant en ce sens qu'il s'attarde à des problèmes qui relèvent strictement de la politique interne alors que le lecteur aurait dû offrir un essai qui couvre, en partie au moins, les questions de coopération militaire et d'adhésion à l'OTAN. Annie Dubenton présente les institutions de la société civile qui restent à ses yeux relativement faibles, mais faudrait-il rappeler qu'elles ont permis d'éviter des conflits sérieux. Gérard Duchêne dresse un constat plutôt négatif sur les réformes économiques en Ukraine depuis l'indépendance, mais prédit que le gouvernement actuel a toutes les chances de faire cesser cet immobilisme qui n'en finit plus, ce qui s'avère juste si l'on s'en tient aux informations venant de l'Ukraine depuis à peu près un an.

L'ouvrage réussit assez bien à réhabiliter l'Ukraine auprès du public francophone mais les différentes parties du volume se contredisent entre

elles. Alors que Gilles Lepesant montre clairement que les frontières de l'Europe ne sont et ne peuvent être arbitrairement définies, plusieurs contributions répètent à satiété que l'Ukraine doit « retourner » en Europe. De plus, il est déplorable que l'on ait omis d'inclure une contribution spécifique sur les relations russo-ukrainiennes.

En conclusion, l'ouvrage dirigé par Anne de Tinguy a sûrement des mérites, mais il a beaucoup de lacunes dont la moindre n'est pas d'être truffé d'erreurs factuelles, (comme l'auteur de la Garde Blanche qui devient Sergei Boulgakov, et non pas Mikhaïl comme il se devrait) et la famine en Ukraine d'être provoquée par les Russes alors qu'en principe Staline régnait sur des Soviétiques. Il est aussi fort dommage que le recueil ne semble pas avoir été digne d'une sérieuse révision linguistique (Petloura devient quelques pages plus loin Petlura), et les cartes indiquent indifféremment Kiev et Kyiv. La grammaire française est également malmenée quand le titre d'un chapitre se lit comme suit : la mission de l'OSCE en l'Ukraine (sic). Le sérieux de toute l'entreprise en souffre.

Jean LÉVESQUE

Département d'histoire
Université de Toronto, Canada

RÉGIONALISME ET RÉGIONS

Sociologie de l'Europe. Mobilisations, élites et configurations institutionnelles.

GUIRAUDON, Virginie (dir.). Paris,
L'Harmattan, coll. *Cultures & Conflits*,
2000, 256 p.

Une idée centrale se dégage de ce dossier de la revue *Cultures &*

Conflits. Après plusieurs décennies de consolidation, l'Europe apparaît comme édifée et le temps est venu d'interroger sa capacité à produire une identité européenne dans un espace post-national. L'européanisation serait-elle en mesure de l'emporter sur les identités nationales et de donner un coup d'envol déterminant à la construction d'une nouvelle identité au-delà de la souveraineté des États ? Le fil conducteur de l'ouvrage est l'exploration de la politisation de l'Union européenne définie comme un espace où de nouveaux acteurs sociaux et politiques sont en mesure de s'inscrire. Le mérite est surtout méthodologique : d'une part, l'approche est plus sociologique opérant une rupture à cette idée de la construction de l'espace européen où l'angle institutionnel a été grandement privilégié et, d'autre part, l'excès idéaliste (les thèses trop enthousiastes de la société civile), lorsque que vient le temps de se pencher sur l'Europe en devenir, est écarté au profit d'une lecture conflictuelle des champs en construction, c'est-à-dire des lieux où se constitue le pouvoir.

Il s'agit là d'un ouvrage collectif qui rassemble une série de travaux d'un séminaire international qui s'est tenu à Lille en 1999. Dans un premier chapitre qui sert d'introduction générale, Virginie Guiraudon propose un survol des approches théoriques entourant les travaux sur l'Europe. D'une vision pendant longtemps « trop aérienne », les principales approches théoriques, notamment les théories institutionnelles se sont contentées d'observer la « boîte noire » sans oser y plonger. Comme l'indique Andy Smith : « aborder l'Europe par le bas,

cela signifie recentrer l'analyse sur les acteurs politiques et les acteurs sociaux » (p.10). De l'extérieur, nous nous dirigeons vers l'intérieur et cette lecture s'approprie de nouveaux outils, notamment l'apport de l'anthropologie politique (les recherches de Marc Abélès et Irène Bellier) à l'étude du champ européen. Au-delà de la création de nouvelles institutions, que signifie devenir européen ? Comment saisir l'européanisation par le bas ? Difficile pari en effet de se dégager d'un long habitus national pour accéder à une logique de construction européenne. À l'exception d'une étude juridique qui semble en porte-à-faux avec le reste, les recherches de terrain présentées illustrent les deux niveaux de construction d'un sens politique européen : d'une part, les élites politiques européennes en poste qui cherchent à légitimer leurs actions et, d'autre part, les mouvements de contestation qui gravitent autour de Bruxelles.

Didier Georgakakis aborde le cas de la démission de la Commission européenne en 1998, observant la façon dont l'affaire s'est jouée au sein de l'organisation bruxelloise. Dans un premier temps, sur fond de scandale en Belgique (affaire Dutroux), on a pu interpréter cette démission comme une « victoire démocratique » sur les affaires de corruption au sein de la Commission européenne. En réalité, l'auteur analyse la manière dont le scandale a servi d'instrument de mise en ordre du jeu politique et sert alors de processus de politisation à des acteurs qui cherchent à modifier les rapports de pouvoir au sein de la commission. L'auteur présente deux types de transformations politiques : d'une part, la façon dont les fonctionnaires

se sont désolidarisés de la commission au sujet d'un vaste projet de réformes perçu par certains comme une opération visant à créer une nouvelle culture managériale « nordiste »; d'autre part, le rôle des médias qui servent de relais au scandale et cherchent en même temps à définir leur place dans le jeu européen. Un peu dans la même perspective, Andy Smith et Jean Joana s'intéressent au rôle des commissaires dans la construction européenne : qui sont-ils ? que font-ils ? Quelle Europe représentent-ils ? L'angle est différent des travaux classiques dans le sens que les auteurs voient plus pertinent l'analyse de l'entourage des commissaires que « l'impossible sociographie des commissaires ». Au-delà de l'exercice de la fonction, qui s'avère des plus difficiles en raison de la grande diversité des cultures administratives, la dimension la plus difficile à réaliser est celle de développer une image européenne, le commissaire plutôt identifié à un super fonctionnaire qu'à une personnalité politique aussi légitime qu'un ministre national. C'est toute la question de la légitimité des institutions européennes qui reste problématique.

Niilo Kauppi analyse les résultats des élections européennes en Finlande en 1999, testant le modèle qui affirme que ces élections passent comme des élections de second ordre. *A priori*, avec seulement neuf sièges au Parlement européen, la Finlande semble peu concernée par ce qui se passe à Bruxelles. Plusieurs facteurs explicatifs attestent du peu d'enthousiasme à l'égard de l'Europe : des médias nationaux timides, des partis politiques peu intéressés à s'engager dans l'Europe et un taux de participation

faible de 30 %. Mais pour l'auteur, l'Europe présente également un accès à une autre politique qui se différencie du champ politique finlandais et permet à certains individus de se projeter dans un espace global.

Olivier Baisnée et Dominique Marchetti présentent le cas *Euronews*, un média à vocation européenne et transnationale présenté dans six langues. Longtemps perçue comme une chaîne au service de Bruxelles, *Euronews* s'est constituée tel un médium d'information au service de l'Europe. Cette recherche apparaît comme l'illustration la plus convaincante du lieu concret de la construction de l'identité européenne. Mais, fait paradoxal, ce média est particulier dans le sens où il n'existe pas vraiment et qu'il se sert des images des télévisions nationales pour ensuite construire la nouvelle en lui donnant le ton *Euronews*. *Euronews* est la chaîne sans visage qui fait constamment le plein d'images auprès des chaînes nationales. Travail périlleux compte tenu du poids plus dominant de la couverture anglo-saxonne (CNN, BBC World) et d'une forte tendance à l'homogénéisation télévisuelle.

Adrian Favell situe bien la problématique générale de la construction sociologique européenne qui met l'accent autour d'une politique située entre le national et le global, menant à un dépassement du cadre de l'État-nation par la prise en compte de nouveaux enjeux transnationaux. Les questions de l'immigration et de l'asile politique illustrent l'ampleur du travail à accomplir. Depuis une vingtaine d'années, il y a bel et bien intégration européenne comme en témoignent les accords de Schengen en 1985 et le traité d'Amsterdam en

1997 qui laissent présager l'élimination progressive des frontières sur le sol européen. Mais, même si l'Europe émerge, les acteurs nationaux tiennent à maintenir leur autorité en matière de sécurité et d'immigration. Au-delà des enjeux reliés à la sécurité nationale, on remarque une mobilisation autour du thème de l'immigration et cela ouvre un nouveau terrain d'opportunité politique pour des acteurs tels les ONG et autres groupes de pression. Favell utilise le concept de « champ politique » élaboré par Pierre Bourdieu et tente de démontrer que pour des acteurs marginalisés dans le contexte national, l'Europe devient un nouveau terrain de mobilisation. L'immigration, sujet presque tabou dans nombreux pays, devient un enjeu politique à Bruxelles.

Sydney Tarrow, grand spécialiste des mouvements sociaux, contribue à cet ouvrage en élargissant considérablement le champ d'investigation vers une lecture globale des transformations dans le monde post-westphalien d'aujourd'hui. La présentation, assez générale, du transnationalisme en relations internationales, principalement depuis la fin de la guerre froide où sont apparues de nouvelles lectures, sociologique et politique, vient enrichir un champ encore trop identifié à l'économie. L'intérêt principal des travaux récents est de faire preuve de réalisme par la prise en compte des dynamiques de contestation transnationale. Il s'agit de considérer le poids considérable de nouveaux acteurs, publics et privés, en situation de compétition et de marchandage inévitable entre les acteurs de la scène internationale. Une lecture plus dynamique et réaliste de la contestation transnationale que

l'idéalisation de la société globale permet l'effort d'institutionnalisation des acteurs transnationaux ainsi que l'émergence des normes mondiales (paradigme constructiviste). Selon Tarrow, l'Europe doit s'ajuster à ce nouveau contexte de mobilisation qui consiste en l'émergence d'une nouvelle politique de contestation transnationale et non nationale.

En somme, cet ouvrage a le mérite de nous amener à poser de nouvelles interrogations quant à la construction d'une identité européenne transnationale de plus en plus acquise. Mais il nous semble que les auteurs auraient également avantage à prendre un peu plus en considération certaines mises en garde. Premièrement, il existe un risque à présenter une Europe déracinée, voire virtuelle comme l'illustre de façon convaincante l'étude de cas de la chaîne *Euronews*. Les travaux présentés répondent à leur façon à ce problème qui est la difficile construction européenne compte tenu de la relation toujours tendue entre un espace de sens global et les identités nationales. Deuxièmement, un autre danger serait la création d'une Europe neutre, voire apolitique. Le refus de considérer les spécificités nationales fortes risque de déboucher sur une forme de compromis mou d'une identité neutre et technique et dangereusement non citoyenne. Par conséquent, la construction de l'identité européenne doit se faire dans un rapport à la réalité du quotidien du citoyen, ce qui nous semble constituer le défi le plus grand de demain.

Chedly BELKHODJA

Département de science politique
Université de Moncton, Canada